

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS	
POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 64 fr.	Un an... 96 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois... 16 fr.	Trois mois... 24 fr.
Chèque postal F. 6406-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

DERRIÈRE LE CADAVRE DE PONCET les ouvriers viendront en foule

TOUT A L'HEURE

Tout à l'heure on va sortir de la nouvelle Morgue le corps de notre « Gros Plombier » pour le porter dans un trou de banlieue. Et ce sera le convoi lamentable de la première victime du bolchevisme dans ce pays.

Des ouvriers, des compagnons, des révoltés n'iront pas au travail cet après-midi. Ils accompagneront la dépouille de l'assassiné. Silencieux, gravement, ils défilent à travers les rues de Paris, pour manifester leur douleur de la perte du courageux camarade, leur indignation du crime accompli, leur volonté de ne pas tolérer que le fléau bolcheviste prenne de l'extension dans la classe productive.

Poncet doit être la dernière victime des dictateurs moscovites. Dorénavant, nous entendrons sa voix, à travers la tombe, mieux que nous ne l'avons fait de son vivant.

Car nous nous souvenons bien que, par une appréhension étrange, le « Gros Plombier » haïssait les chefs du Parti communiste farouchement. Quand certains d'entre nous essayaient de l'apaiser, il haussait les épaules avec vigueur : « Vous attendez qu'ils vous assassinent... Tas d'imbéciles ! »

Hélas ! c'est lui-même qui a reçu la première balle des fascistes rouges. Compagnons, nous nous devons d'être nombreux autour de son corps et d'y amener tous les prolétaires qui n'entendent pas tendre les reins aux coups de botte des politiciens.

Groupés autour du drapeau noir de l'Union Anarchiste, les ouvriers parisiens signifieront par leur nombre et leur attitude décidée qu'ils sont prêts à tout pour arracher leurs syndicats aux mains cupides des « communistes autoritaires » et pour ne pas laisser prosterner la Révolution au bénéfice des futurs chefs du gouvernement français.

Sur le passage de ce convoi funèbre, ce ne sera pas un souffle de mort que l'on sentira, mais un vent irrésistible et sain, emportant sous sa poussée toute la pourriture politicienne et donnant aux parias la force de marcher, malgré la fatigue et les déceptions, au delà de toutes les barrières, de toutes les conventions, de toutes les lois, vers l'Anarchie qui, seule, peut leur accorder bien-être et liberté.

Poncet, tu trouveras dans notre avenir révolutionnaire la vengeance de cette mort.

Dans le même temps, les politiciens et leurs valets du Syndicat communiste des métaux escorteront un corps qu'ils ont accablé. Par des manœuvres d'intimidation on a réussi à faire signer par une foule le permis d'inhumer en faveur des propres assassins de Clos.

Les syndicalistes, tout à leur douleur en ce jour, ne disputeront pas aux corbeaux et aux hyènes de Moscou la dépouille d'un ouvrier. Ils ont l'assurance que toute la pensée de Clos était pour le prolétariat librement organisé, contre les machinations des partis. Et, en suivant le corps de Poncet, ils associeront Clos dans le même souvenir ému, dans un identique sentiment de révolte. Cependant ils remarqueront que l'autorisation de faire les obsèques le vendredi après-midi qui avait été refusée au Syndicat unique du Bâtiment quand il avait chargé des funérailles, est accordée aujourd'hui au Parti communiste. Le gouvernement de Poincaré ne veut sans doute faire aucune peine, même légère, aux disciples de son ami Tchitcherine.

Et demain ?

Demain, tous les travailleurs qui veulent leur émancipation intégrale ne se contenteront pas de fuir le Parti communiste. Ils se décideront à le combattre avec violence partout où ils rencontreront ses politiciens en contact avec le peuple. Ils se souviendront que la lutte ne date pas d'aujourd'hui. Les communistes d'aujourd'hui sont les collectivistes d'hier. Ce sont les mêmes démagogues autoritaires que le compagnon Libertad allait cingler de son

verbe ironique dans les meetings. Ce sont les mêmes brutes qui assassinèrent le courageux militant à l'issue d'une réunion électorale.

Demain, les apprentis dictateurs du Prolétariat trouveront devant eux tous ceux qui se souviendront de Poncet et de Clos.

Et ils seront nombreux.

LE LIBERTAIRE.

APPEL aux Anarchistes parisiens

La Fédération anarchiste de la région parisienne adresse à tous les camarades le plus pressant appel.

Tous les anarchistes seront cet après-midi, quai de la Rapée et suivront le cortège de notre infortuné Poncet. Le « gros plombier » sera accompagné par tous les hommes de cœur et de raison, par tous ceux qui réprouvent de tout leur être le crime ignominieux accompli sur des travailleurs par les sanguinaires déments du Parti communiste.

Les camarades viendront en foule émue et leur nombre sera une affirmation d'énergie et de puissance. Leur présence sera une protestation vivante en même temps que la condamnation des méthodes honteuses que des politiciens sans scrupules ont innovées dans nos assemblées ouvrières.

En assistant aux obsèques, c'est beaucoup moins un cadavre qu'il s'agit d'accompagner. Qu'une démonstration de force et de volonté, face aux bourreaux et aux assassins.

Tous aux obsèques !

LA FEDERATION ANARCHISTE
DE LA REGION PARISIENNE.

Aux gars de la bâtisse

La Fédération Nationale des Travailleurs du bâtiment fait appel à tous ses fédérés pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques de notre camarade Poncet, tué par les balles bolchevistes au meeting sanglant de la rue Grange-aux-Belles.

La Fédération rappelle qu'elle proteste de toutes ses forces contre la politique introduite dans les syndicats, et voue au mépris public les auteurs de ces lâches assassinats commis sur la classe ouvrière par des politiciens sans âme.

Elle s'incline devant la dépouille des victimes et donne rendez-vous aux travailleurs, 90 quai de la Rapée, à 14 h. 30.

Travailleurs !

Les malheureuses victimes du meeting de vendredi dernier seront inhumées cet après-midi. Le peuple, le vrai, celui qui travaille prendra sur son temps de labeur pour accompagner les dépouilles de ces camarades à leur ultime demeure.

Les travailleurs du bâtiment, qui connaissent particulièrement Poncet, le gros Plombier, tombé victime des politiciens qu'il combattait, affirmeront par leur présence à ces obsèques que le syndicalisme est encore bien vivant et qu'il a encore de nombreux défenseurs.

Le S. U. B.

Aux funérailles du «Gros Plombier»

C'est aujourd'hui, à 14 h. 30, qu'aura lieu l'enterrement de notre camarade Poncet lâchement assassiné par les fanatiques de la propagande communiste.

Il est une des premières victimes que l'intrusion des politiciens dans les syndicats aura faites parmi la phalange des prolétaires qui veulent dégager le syndicalisme de toute emprise politique.

Il est tombé sous les balles d'individus sans scrupules et sans conscience obéissant à une impulsion bestiale (remémorance de cinq ans de guerre).

Tout ce que le prolétariat de Paris compte de travailleurs honnêtes est profondément touché par la perte douloureuse qu'il vient de faire en la personne de notre camarade Poncet.

Nous invitons tous les travailleurs du bâtiment de la région parisienne à quitter le travail et d'assister aux obsèques afin de montrer par une affluence extraordinaire de camarades, combien le prolétariat sent la porte cruelle que vient de lui infliger le Comité Directeur du Parti Communiste.

La G. E. de la 13^e région
fédérale du Bâtiment.

A l'enterrement de Poncet

Cette après-midi auront lieu les obsèques de deux malheureuses victimes du meeting tragique.

Pour des raisons que nous aurons à examiner plus tard, les communistes et les membres de la majorité confédérale se grouperont derrière le cercueil du camarade Clos.

Pour éviter tout incident regrettable, le bureau de la minorité demande instamment à tous les militants de se grouper derrière le cercueil de Poncet.

Il prie la famille et les amis du camarade Clos, devant la dépouille duquel il s'incline avec respect, de ne pas voir là une preuve d'indifférence ou de sectarisme, mais uniquement le souci de laisser les obsèques se dérouler dans le calme et le recueillement qui doivent les caractériser.

Pour la Minorité :
Les secrétaires généraux,
JOUTEAU, LARTIGUE.

Aux réfugiés italiens

Le Comité d'Emigration de l'Union syndicale italienne exprime sa solidarité émue aux camarades français victimes du fascisme rouge.

En parfait accord avec l'Union syndicale italienne invite les Italiens réfugiés en France à se serrer aujourd'hui plus que jamais autour des organisations françaises qui luttent contre la mainmise des politiciens sur le syndicalisme révolutionnaire.

Prie les Italiens habitant Paris de participer aux funérailles des victimes de la garde rouge et leur donne rendez-vous à 14 h. 30 quai de la Rapée, en face du numéro 90.

UN ORDRE DU JOUR du Syndicat Unique du Bâtiment

Le Conseil général du S.U.B. en ouvrant sa séance, a refusé de discuter les ordres parues dans l'Humanité, et qui ne visent qu'à la destruction du syndicat, quels que soient les moyens à employer à cet effet.

La section technique des charpentiers en fer a déjà répondu pour Boudoux, et le Conseil s'associe pleinement à la protestation de cette section.

Face à la Meute déchaînée

Une véritable offensive est déclenchée contre moi. Après les violences corporelles, la calomnie, c'est l'arme des jésuites, c'est le mot d'ordre moscovitaire appliqué à la lettre.

Certes je suis peiné, mais je ne m'en plains pas, car cette fois il faudra en finir avec cette vieille et pénible histoire aussi mensongère que romanesque.

Je plains sincèrement tous ceux qui involontairement ont donné des armes aux politiciens et aux apostats pour m'accabler et me discréditer dans les milieux ouvriers syndicalistes, libertaires et révolutionnaires.

Je répète aujourd'hui ce que j'ai déclaré en 1910, en 1913, en 1917 au conseil des charpentiers en fer et aux assemblées générales :

« Je mets au défi que ce soit d'apporter la moindre preuve des affirmations lancées par des adversaires qui n'ont pas en qualité sérieusement. »

D'autre part, je certifie que jamais je n'ai refusé de me présenter à la Commission d'enquête. J'ai simplement observé les décisions du Conseil de mon organisation (charpentiers en fer) qui ayant eu à examiner cette affaire, a demandé à être entendu avec moi.

J'en prends à témoin tous les vieux militants de l'organisation, C. Andrieux, Trousseau, Vallet, Héracle, Savary, Mallochaux pour ne citer que ceux-là, je suis certain qu'ils diront leur mot.

En attendant, je déclare que, malgré la décision (1910, 1911, 1916) de ma corporation qui m'a jugé, après enquête, digne de confiance, je réaffirme que ne m'étant pas rendu coupable des infamies qui me sont reprochées, je ne crains aucune enquête nouvelle.

Je souhaite pour mes détracteurs une conscience ouvrière aussi nette que la mienne.

J.-S. BOUDOUX.

Lisez tous :
REPRESSION DE L'ANARCHISME
EN RUSSIE SOVIETIQUE
Histoire des Crimes bolchevistes
En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10°).

“L'Humanité en déroute”

LES AVEUX COMMENCENT

Décidément, l'Humanité n'a pas de chance. Comme il fallait s'y attendre, peut-être, la vérité va sortir du puits toute nue.

Un beau jour le journal communiste imprime en grosses lettres :

La minorité a menti. La police n'a trouvé aucune trace de coups de feu sur les murs de la salle de la Grange-aux-Belles.

Patatras !!! Le matin même où paraissent ces lignes, la police photographiait les traces laissées par les coups de feu sur le mur gauche de la salle — le mur de la minorité — photographiait la tache faite sur ce mur par le sang de notre malheureux camarade Poncet et extrayait du mur une balle qu'elle emportait.

L'Humanité était donc prise en flagrant délit de mensonge.

Comment allait-elle sortir de là ? Elle tente aujourd'hui l'opération avec une telle « adresse » qu'elle s'accuse elle-même.

Ecoutez-la :
« Il y a des traces de coups de feu sur le mur de la minorité. L'explication est simple. Puisqu'il y a quatre jours on ne les a pas relevées, qui dit qu'elles n'ont pas été faites depuis ? »

Ca c'est une trouvaille, n'est-ce pas ?

Ainsi donc d'après l'Humanité, ou du moins d'après ce qui découle de ses explications embarrassées, les minoritaires se seraient introduits dans la salle durant les quatre jours qui viennent de s'écouler et sans bruit auraient tiré quelques coups de feu sur le mur gauche !!!

Ce devait être sans doute avec des pistolets à air comprimé, puisque ni le concierge, ni les permanents, ni les employés qui fourmillent dans la maison n'ont rien entendu ?

Mais il y a mieux.

L'Humanité, qui est un journal à précaution, sort aujourd'hui un témoignage d'un certain T... qui aurait entendu un anarchiste dire à d'autres anarchistes : « Allez vous mettre à droite de la salle. »

Et voyez cette conclusion : C'est le mur de la minorité qui porte les traces des balles ! Qu'à cela ne tienne ! Ce seront les anarchistes postés à droite de la salle qui auront tiré sur les minoritaires placés à gauche.

La minorité se sera assassinée elle-même.

Allons, farceurs sinistres ! cessez ces galéjades. Reconnaissez donc franchement qu'on a tiré sur la minorité. Regrettez ce geste et dites à vos amis que vous répondez de tels attentats.

A propos de Clos

Voyant le tapage indécent du Parti Communiste autour du cadavre de notre camarade syndicaliste Clos, je tiens à donner un démenti aux gens sans scrupules qui ressemblent aux chasseurs revendiquant un gibier abattu par eux.

Nicolas Clos était pour moi un camarade. Nous avons travaillé un bon moment ensemble chez Renault. Habitant le même quartier, nous faisions la route ensemble, matin et soir. Nous déjeunions ensemble.

J'affirme que Clos n'a jamais appartenu au P.C. et n'était guère sur le point d'y adhérer, car il n'aimait pas les politiciens, surtout en ces derniers temps où les intrigues du P.C. l'ont complètement dégoûté.

Chez Renault, notre camarade Clos fut de ceux qui participèrent à l'action contre l'impôt sur les salaires. Les ouvriers de l'atelier n° 4 doivent se le rappeler. Ensemble, et avec d'autres militants, nous avons lutté pour insulter les délégués d'atelier. Comme d'autres dévoués, il fut victime, et le système des fiches de la maison Renault lui fit beaucoup de tort pour trouver du travail.

Il fut encore victime lors de la grève de la maison Ducllet.

Un point qui établit indiscutablement que Clos n'était pas un politicien, c'est à l'assemblée des métaux où les communistes essayèrent d'empêcher Louise Heuchel de parler parce que cette camarade dévoilait les mœurs inqualifiables de son ancien Parti pour dominer dans les syndicats.

Ce soir-là, Clos me dit, en présence d'autres syndiqués, le dégoût que lui inspiraient de pareils procédés. Et il m'annonça qu'il ne remettrait plus jamais les pieds dans un pareil syndicat.

De fait, je ne l'ai plus revu aux assemblées syndicales. Cela ne m'a pas trop étonné car il avait de la fermeté dans ses décisions.

Moi aussi, je lisais l'Humanité comme Clos. Qu'est-ce que cela prouve ? C'est avec de si piètres arguments que l'on vole un cadavre en falsifiant l'opinion du vivant !

Si vous avez besoin de morts pour détourner l'attention du public ouvrier, pour servir les misérables intérêts de votre boutique criminelle, c'est que vous êtes coupables !

Arrière, chacals de la politique ! Malgré votre presse et votre argent, malgré vos mensonges et vos moyens de corruption, vous n'avez pas le droit de revendiquer et d'exploiter les cadavres qui sont dus au fanatisme de votre secte !

WILFORD, 11^e section des métaux.

Une rectification ?

Nous recevons la lettre suivante, que notre souci d'impartialité nous fait un devoir d'insérer :

« Dans un article du « Libertaire », signé : « la Minorité des Métaux », il est fait état d'une conversation tenue entre moi, Abbessard, et Charbonneau, et qui conclut que mon camarade Clos appartenait à la Minorité des Métaux.

« J'ai dit, quand Abbessard m'a posé la question, à savoir quelle était la pensée de Clos, que je ne me souvenais pas exactement. Je dis qu'il était le camarade de Massot, mais que sa pensée propre était en accord avec la tendance majoritaire de l'organisation.

« J'espère que cette mise au point suffira et qu'aucune polémique ne s'engagera à ce sujet ; ce qui est d'ailleurs le vœu de la famille.

« Bigorgne Charles. »

En dépit du désir de notre correspondant occasionnel qui nous prie d'insérer sa missive sans aucun changement ni commentaire, nous ne pouvons accéder qu'à la première partie de sa demande.

Il nous est difficile, en effet, de ne pas remarquer la contradiction de cette lettre, contradiction qui manifeste l'embarras de son auteur.

Bigorgne, ami de la victime, interroge sur les sentiments du défunt, ne se souvient pas. Puis, la mémoire lui revenant — de quelle façon ? voici ce qui serait intéressant à savoir — le même Bigorgne, hésitant naguère, se fait affirmatif et déclare imperturbablement que Clos « était en accord avec la tendance majoritaire de l'organisation ».

Comment ne pas supposer, après cela, camarade Bigorgne, que votre lettre est celle d'un écolier morigéné dont le magister vient de tirer les oreilles ? Ici, nous ne vous en voudrons pas ; nous nous contenterons de souligner l'un des plus beaux résultats de « la discipline librement consentie » du grand parti auquel nous devons l'innovation des procès qui coûteront la vie à votre ami Clos.

Et d'un !

Pour les besoins de sa politique et dans le dessein d'étayer sa thèse chancelante, l'Humanité en est réduite à faire état de déclarations que nous pouvons suspecter à bon droit.

Voici que l'organe officiel du Parti Communiste exhume un certain Mongeot, plâtrier à Longwy, anarchiste tout comme Monatte, Dunois ou Monmousseau. Mais où sont les neiges d'antan ?

Nous avons la conviction que Boudoux saura se défendre et riposter comme il convient. Mais, sans préjuger de cette défense, nous tenons à faire justice du procédé qui consiste à faire intervenir dans un débat, en qualité d'anarchiste, un homme qui n'a jamais été passé au parti de la dictature depuis le début de la révolution russe.

Que Mongeot ait « évolué », cela ne concerne que lui-même. Mais que cet ex-camarade prenne un masque pour aboyer de concert avec nos adversaires, voici ce qui nous semble d'une probité discutable et c'est pourquoi nous le rappelons, lui et ses cornacs, à plus de pudeur et d'honnêteté.

M. F.

A propos d'un chantage

L'Humanité produit une lettre de Dunois, dans laquelle celui-ci ose se prêter certains propos.

Au moment où la justice bourgeoise est saisie de l'affaire de la rue Grange-aux-Belles, cette lettre constitue un véritable chantage, dont je refuse d'être victime.

Quoi qu'on fasse, on ne nous amènera jamais à nous faire les auxiliaires de la police.

Ce n'est pas dans nos rangs qu'il faudra chercher les mouchards et nous ne nous prêterons pas à des manœuvres qui n'ont pour but que de détourner l'attention des véritables responsabilités morales et collectives dans les événements de l'heure actuelle.

LARTIGUE.

Une deuxième mise au point

Après ma protestation et à la suite des rectifications apportées par l'ami intime de Nicolas Clos, l'Humanité a retiré hier une grande partie de ses colonnes d'avant-hier à mon adresse.

Il reste toutefois d'après ce journal que je me serais réclamé des Métaux alors que j'ai décliné nom et titre avant toute autre chose et les ai inscrits sur une feuille.

Je n'ai jamais réclamé le corps mais je me suis mis à la disposition de la famille pour les obsèques alors que personne n'avait bougé à ce sujet plus de 60 heures après le décès.

Il subsiste un point, c'est que j'aurais réclamé le mardi matin une chemise et un drap. La compagnie m'a remis ce linge le lundi soir devant trois autres personnes.

La seule question qui reste posée à ce sujet est simple : pourquoi le S.U.B. s'est-il offert pour les obsèques ? Clos n'avait pas versé de cotisations aux métaux depuis juillet. Minoritaire depuis Bourges, son syndicat n'ayant pas bougé effectivement, le lundi après-midi, quand je me suis offert, la compagnie du défunt a accepté sans discussion, je me disposais à faire toutes démarches après avoir vu le bureau des métaux quand, en revenant de porter à la veuve 500 francs votés par les cimentiers sur leur caisse de solidarité, je lus l'ignominieux article de l'Humanité me concernant.

Je n'ai pu toucher hier la compagnie de Clos malgré quatre dérangements.

Et enfin je compte sur la loyauté d'Albessard pour remettre certaines choses au point. J'attends encore. CHARBONNEAU.

La dégringolade du franc

Le monde capitaliste est en rumeur ; l'affolement y règne ; on y vit dans l'angoisse et on y perd cette belle sérénité qui est, en même temps que la marque d'une conscience à l'abri de tout reproche, l'indice d'une situation de tout repos.

Quel est donc l'horrible calamité, l'épouvantable catastrophe, le terrible fléau qui sème à ce point la panique et la consternation dans les milieux bourgeois ?

C'est la chute précipitée du franc.

Ceux qui vivent, au jour le jour, de leur travail, qui ne possèdent ni valeurs, ni portefeuilles, ni espèces en dépôt, ceux qui n'ont ni sou, ni maille, sont moins émus de cette lutte dans laquelle notre franc, après une résistance désespérée, semble bien près d'être définitivement vaincu.

Ils auraient tort, grandement tort, cependant, de n'en pas être inquiets.

Ils ne seront évidemment pas atteints dans leurs fortunes, puisque les accapareurs du sol, de la propriété bâtie, du commerce, de l'industrie et de la finance ont eu la délicatesse de les dépouiller de tout avoir.

Ils n'en sont pas moins producteurs, consommateurs et contribuables ; ils ne sont même — économiquement — que cela. Et la dévalorisation du franc ne peut manquer de les précipiter dans une situation des plus affreuses.

Il suffit de jeter les yeux sur l'Allemagne pour se rendre compte des conséquences désastreuses qu'entraîne fatalement, pour la classe ouvrière d'un pays, la dépréciation de la monnaie nationale : salaires de famine réduisant les producteurs à une puissance de consommation d'autant plus déficitaire que la vie est chère ; chômage intense et prolongé, impôts écrasants... et la suite.

La presse française tente de réagir contre l'affolement qui sévit ; et elle emploie à rassurer l'opinion les moyens qui lui sont accoutumés. Elle consulte les sommités du monde capitaliste, les directeurs des grands établissements de crédit, les financiers et les spécialistes de la haute spéculation. Il va de soi que ces Messieurs n'omettent, au mépris de la vérité, que des avis optimistes.

Et puis, il y a le Gouvernement. Ah ! le Gouvernement ! C'est pour le coup qu'il va agir, prendre des décisions énergiques et des mesures radicales !

Le moment est venu ; il n'y a plus à tergiverser ; le péril est pressant, la situation est grave, l'heure est décisive.

On va voir ! on va voir !

C'est tout vu et le Gouvernement a pris ses responsabilités et ses mesures :

1° répression des fraudes fiscales ;

2° économies dans les services publics ;

3° ajournement de tout projet entraînant des charges nouvelles ;

4° établissement de deux décimes sur l'ensemble des impôts.

C'est tout ?

Oui, c'est tout.

Je ne suis pas prophète, mais je suis joueur et j'aime les paris.

En bien, je parie mes appointements au Libertaire — qu'est-ce que je risque ? — contre le traitement de M. de Lasteyrie, ministre des finances, que ces mesures seront inopérantes comme l'est, en ce qui concerne la lutte contre la vie chère, l'instauration d'un dictateur aux vivres.

Ces mesures parviendront-elles à enrayer, ou à ralentir la dégringolade du franc, mais elle ne redresseront pas la situation financière. Il est possible qu'elles réussissent à conjurer ou à diminuer la crise du change ; mais elles ne rendront pas au crédit de ce pays la confiance qui, seule, peut consolider le franc.

Ce qui, par contre, est certain, c'est que les décisions gouvernementales aggraveront le malaise économique et ne manqueront pas d'avoir très prochainement les plus affligeantes répercussions sur la situation déjà critique de la classe ouvrière.

Une seule mesure serait à prendre. Celle-là s'impose et elle agirait efficacement : le prélèvement, par voie de confiscation pure et simple, et d'expropriation sans indemnité, d'un nombre respectable de milliards sur les grosses fortunes, en attendant la restitution totale et la mise en commun de toutes les richesses.

Et ce n'est ni le Gouvernement d'aujourd'hui, ni celui de demain, ni le Parlement actuel, ni la Chambre future qui s'avisent de recourir à une telle extrémité.

Quand le prolétariat refusera de se laisser monter le cou par les menteurs de la politique, quand il comprendra que le salut est en lui, en lui seul et qu'il aura définitivement perdu toute confiance dans les chefs, les Messies et les dictateurs, il retrouvera ses manchettes et se mettra à la besogne indispensable : la Révolution sociale.

SEBASTIEN FAURE.

Philippe Daudet a-t-il été assassiné par la police ?

Quand Léon Daudet était en plein battage calomnieux au sujet de la mort de notre cher Philippe, quand il s'acharnait stupidement à voir en nous les assassins de son enfant, nous qui avions reçu les dernières confidences du petit révolté, nous qui les avions révélées dès que nous avions eu quelque lumière sur la tragédie, la déposition du mouchard Flotter nous fit immédiatement déclarer : « Des lors toutes les hypothèses sont possibles » et parmi ces hypothèses nous émettions celle-ci : « Est-ce que traqué, se voyant trahi, vendu, cerné, le jeune anarchiste pour sortir de la boutique du mouchard Flotter, n'a pas voulu se frayer un passage ? Et les policiers ne l'ont-ils pas assassiné ? »

Aujourd'hui, Léon Daudet fait sienne cette version. Nous ne la trouvons pas plus invraisemblable qu'il y a trois semaines. Voici le résumé de la déposition qu'a faite Léon Daudet devant M. Barnaud, d'après l'Action Française de ce matin :

« Philippe Daudet a été tué dans la boutique de Le Flautter, et de la main de l'un des inspecteurs qui étaient chargés de l'arrêter, ceci à LA SUITE D'UNE DÉPLORABLE ERREUR.

« Voici la scène du drame, telle qu'elle a été reconstituée par Léon Daudet.

« Le Flautter, a-t-il dit au juge, avait signalé à la Sûreté générale un individu suspect, paraissant extrêmement dangereux, décidé à commettre un attentat sur M. Poincaré ou M. Millerand. Douze policiers vinrent garder les abords de la boutique du libraire.

« Le samedi, vers 4 h. 15, Philippe Daudet se rend à la boutique où Le Flautter, ou celui-ci l'a attiré en lui promettant pour cette heure l'édition des Fleurs du Mal qu'il désirait avoir — ou sous tout autre prétexte, après sa première visite du matin.

« L'enfant n'est pas seulement surveillé mais poursuivi, au moment où il pénètre dans la boutique. Il entre tout essoufflé en disant à Le Flautter : « Je suis flic. » Des inspecteurs — de la Sûreté ou de la Police judiciaire ? ce point n'est pas encore fixé — se précipitent sur ses traces. Ils font, à leur tour, irruption dans le magasin. L'enfant s'est avancé dans l'arrière-boutique, qui présente une retraite, et sur laquelle donne un escalier conduisant au sous-sol...

« Que se passe-t-il alors ? Le certain, c'est que l'un des inspecteurs a lancé en avant, à hauteur de la figure de Philippe son poing armé d'un browning, comme pour l'en frapper ; le canon de l'arme heurte la tête et, dans le même temps, le coup part. L'orifice d'entrée de la balle, comme l'examen de l'arme retrouvée dans le taxi, établissent que le coup a été tiré à bout touchant, le canon appuyé sur la tête. Les médecins experts l'ont d'ailleurs constaté dans leur rapport après l'autopsie.

« Immédiatement, les inspecteurs fouillent les vêtements de l'enfant. Dans son portefeuille, ils trouvent des exemptions de l'Ecole Bossuet au nom de Philippe Daudet, une lettre de Léon Daudet, une lettre de Mme Daudet, et, enfin des médailles portant sa date de naissance. Ainsi leur est donnée la révélation de l'identité de la victime (qu'ils ignoraient mais qui était connue de leurs chefs) ; en même temps, par les médailles, ils ont pu constater que l'homme redoutable, pour lequel on a mobilisé douze agents de tout rang, n'est qu'un enfant, un pauvre enfant de 14 ans et demi.

« C'est ici que, affolés à l'idée des responsabilités encourues, ils vont maquiller le meurtre en suicide. Ils font disparaître les lettres, les médailles, les exemptions. Ils retournent les vêtements de leur victime. Apercevant la petite bande de calicot cousue sur la sous-paîne d'une poche du pardessus et portant l'inscription : « Philippe Daudet, 3^e A., Ecole Bossuet », ils l'arrachent. On sait que l'examen du vêtement démontre que la fiche de calicot a été arrachée violemment : trois fils pendent encore.

« Dans leur affolement, fouillant le portefeuille, ils ne découvrent pas le mince carré de papier sur lequel sont portées les adresses de Réal du Sarte, Havard de la Montagne, etc. On retrouvera ce papier chiffonné, refoulé dans le coin d'une des poches du portefeuille.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévalisé. C'est à ce moment que Le Flautter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Le taxi de Bajot est là, stationnant devant la sortie de la rue Amélot — en prévision de l'arrestation préparée pour port d'arme prohibée. L'enfant, qui peut encore faire quelques pas, maintenu à droite et à gauche, porté plutôt que conduit, est placé dans le taxi. L'ordre est donné au chauffeur de le conduire à l'hôpital Lariboisière.

Telle est la thèse nouvelle de Daudet. Elle est singulièrement en contradiction avec ses précédentes accusations. Le Libertaire l'enregistre sans étonnement et sans indignation. Tout est possible de la police et des mouchards qui la servent. Mais Léon Daudet n'a pas à se plaindre. Il tient trop à l'institution policière pour avoir le droit de récriminer sur ses méfaits. Il en est le responsable direct. Si les flics avaient assassiné n'importe quel petit copain, pour éviter du bobo à l'ami Poincaré, l'ignoble Léon aurait trouvé cela charmant. Mais le compagnon abattu était son propre fils. Dès lors cela devient une « déplorable erreur » et on sent l'honorable « député » bien près d'excuser les « honorables » fonctionnaires.

Si vous voulez que le Libertaire vive, abonnez-vous, faites-le à des abonnés, souscrivez à l'emprunt.

La politique extérieure du Syndicalisme français

La voix des morts est plus forte que celle des vivants ! Il a fallu l'assassinat de la rue Grange-aux-Belles, froidement préparé et tout aussi froidement exécuté par les mercenaires de Moscou, pour poser franchement et catégoriquement devant le syndicalisme français la question de son attitude envers tout ce qui provient de Moscou — envers le Parti communiste, envers la C.G.T.U., envers les deux Internationales communistes de Moscou.

Mais ne serait-il pas propice, quelques heures avant l'ouverture du Congrès de la Minorité syndicaliste révolutionnaire qui s'ouvrira aujourd'hui sous l'égide de la marche funèbre de Paris révolutionnaire, de récapituler les derniers événements pour essayer de montrer que le meurtre prémédité de révolutionnaires n'a été que la goutte fatale qui a complètement fait déborder le vase syndicaliste. Car, à la veille des événements tragiques du 11 janvier, la situation n'était-elle pas déjà assez nette pour obliger la minorité syndicaliste révolutionnaire à prendre position sans qu'elle fût obligée de le faire le lendemain des meurtres ?

Le Congrès de Bourges a fait ressortir deux éléments très distincts dans le sein du mouvement ouvrier français.

1) L'homogénéité mécanique de la majorité, son asservissement aveugle à tout ce qui est moscovite. Monmousseau se rendant allègrement responsable pour la Sainte-Trinité du Kremlin — le gouvernement russe, l'Internationale communiste et l'I.S.R. — et, pour tous ses actes, la cristallisation la plus marquée de cette homogénéité et de cette servilité.

2) L'hétérogénéité de la minorité, transformée après le Congrès en quasi-impuissance (grâce au mélange disparate des éléments qui la composaient), mais unie par cette seule déclaration : « Advenne ce que pourra, nous resterons à la C.G.T.U. »

Et pourtant, quelque chose est advenu depuis qui a changé la face des choses et que les minoritaires devront examiner sérieusement.

Il y a d'abord l'entente gracieusement amicale des gouvernements russe et italien. Les journaux fascistes font l'apologie du gouvernement soviétique russe ; la presse russe explique la grande valeur du rapprochement entre l'Italie mussolinienne et la Russie léninesque. Le Parti communiste italien qui renie Bombacci pour les expressions par trop amicales de ce dernier à l'adresse du fascisme, a toutes les peines du monde pour forcer l'Internationale communiste à changer la censure à son égard en une censure assez tardive du trop cyniquement moscovitaire Bombacci. Et le Parti communiste français, lui, fait le sourd-muet. La section française de l'I.C. ne voit ni n'entend les actes et les paroles de ses maîtres qui, pourtant, lui payent de bons salaires.

Qu'est-ce que cet accord entre le fascisme de Rome et le bolchevisme de Moscou ? L'about du jeu — c'est, on le sait, la reconnaissance de jure de la Russie des Soviets par l'Italie des Chemises noires. Mais, nous dit Monmousseau — et en cela nous sommes complètement d'accord avec lui — la Russie des Soviets c'est l'I.C., c'est l'I.S.R., trois organismes en un seul ! Mais alors, que signifie la reconnaissance de la Russie par l'Italie ?

Le fascio et les syndicats fascistes fraterniseront-ils avec le Parti communiste russe et avec la C.G.T. russe ? Mais oui, pardieu, ni plus ni moins, puisque ni le P.C. russe, ni la C.G.T. russe — c'est-à-dire ni l'I.C., ni l'I.S.R. — ne se permettront plus d'attaquer les méfaits du fascisme, ne se permettront plus de parler du « tyran » Mussolini — eux, les alliés volontaires de ce tyran / Rappelons-nous les déclarations du représentant officiel des Soviets au représentant du journal fasciste de Rome :

« ...Le rapprochement entre l'Italie et la Russie ne rencontre pas de véritables obstacles, mais au contraire est jugé favorable pour les deux pays soit sur le terrain économique, soit sur le terrain politique... »

Il répète qu'aucune démonstration antifasciste n'eut lieu en Russie, le gouvernement russe n'a aucune intention d'ailleurs de se mêler des affaires intérieures des autres pays.

Et après tout, est-ce que Losowsky lui-même, dans ses articles sur fascisme et bolchevisme (« Vie Ouvrière », ne nous a pas dit que c'était la même chose ?

Ah oui ! On veut nous faire croire que tandis que le fascisme est la dictature au profit de la bourgeoisie, le bolchevisme est la dictature au profit du prolétariat ! Mais il n'y a qu'à suivre les luttes intestines au sein du Parti communiste russe pour voir à quel degré personne n'y croit, même en Russie. C'est bien clair pour tous maintenant que la nouvelle politique économique (la « Nep ») était bel et bien une politique favorable à la bourgeoisie, et on sait bien — les communistes mieux que tous les autres — que la reconnaissance de la Russie par les grandes puissances — c'est une politique favorable au plus haut degré à la grande bourgeoisie et aux grands industriels !

Le fascisme, issu d'une contre-révolution victorieuse, et le bolchevisme, issu d'une révolution ratée, ont donné le même résultat : la renaissance du capitalisme. Les deux dictatures se valent et ces deux marxistes intelligents, Mussolini et Lénine, s'entendent à merveille. Et s'il manquait encore une preuve à cette entente, ne la trouvons-nous pas quotidiennement dans « l'Humanité » ? Car le journal qui dit tout trouve plus politique de ne souffler mot sur cet accord des deux dictateurs marxistes...

Deuxième tableau : les communistes français saluant les travailleurs anglais... Le sentiment ou l'instinct de classe », nous dit l'« Humanité », ont été cette fois assez vigoureux chez les prolétaires anglais pour qu'ils aient lâché résolument les deux grands partis bourgeois... Nous demandons aux travailleurs français, s'ils sont capables d'imiter l'exemple des prolétaires de Grande-Bretagne...

Ca marche ! Les communistes français — tout le monde sait bien que cela signifie la C.G.T.U. aussi — glorifiant la Deuxième Internationale (dont le parti anglais est un des piliers) et la donnant pour exemple aux travailleurs français.

Et qui ne sait pas que le Labour Party est imprégné du réformisme le plus médiocre et le plus anti-révolutionnaire ?

C'est toujours la théorie de l'amitié pour le plus fort. Le seul communiste de l'ancienne Chambre des communes s'est vu souffler la place. Eh bien ! faisons la paix avec les travaillistes... Imitons-les ! Et puisque Lénine serre la main de Mussolini, il est tout naturel que Cachin serre celle de Mac Donald !

Troisième fait — le plus grave en ce qui concerne le syndicalisme français : les bruits assez insistants sur une entente prochaine entre Poincaré et le gouvernement russe !

La presse parle des rapprochements entre la France et la Russie. Dans une lettre que les camarades américains nous écrivaient en novembre encore ils nous demandaient des détails sur un arrangement secret (qu'ils avaient appris être en préparation) entre la Russie et la France, grâce auquel les capitalistes français obtiendraient des conditions très favorables en compensation de celles obtenues par les capitalistes des autres pays.

Tchitcherine, enfin, fait tous ses efforts pour débayer le terrain, et invite la France à négocier.

Il n'y a aucun doute que des négociations sont entamées. Ces négociations sont certainement conduites avec beaucoup de doigté, et bien que les frictions soient inévitables, elles sont surtout d'ordre diplomatique : un procès Conradi « force » le gouvernement russe à des « représailles » en boycottant les produits helvétiques en faveur des produits français ; mais aussitôt un procès Bournatien Optorg « force » de nouveau le gouvernement russe à boycotter la France à son tour, et à démentir ses entreprises commerciales à Londres. Toute cette comédie est assez transparente. La Russie est aux enchères ! Qui va proposer la plus grosse somme ? Qui va faire la première proposition ?

Il est probable que l'année 1924 verra la reconnaissance de la Russie par les grandes puissances.

Les communistes italiens se verront obligés de faire des yeux doux aux fascistes ; les communistes anglais — ils ne sont qu'une demi-poignée — ont déjà décidé d'appuyer le gouvernement travailliste, c'est-à-dire le réformisme à outrance ; les communistes français seront bientôt appelés à ne pas s'opposer à une entente avec Poincaré... Tout cela, c'est de bon augure pour le gouvernement russe qui, par la baguette de Zinoviev, fait danser à son goût toutes ces marionnettes communistes.

Mais n'oublions pas que le gouvernement russe, que la politique du gouvernement russe, c'est la politique des syndicats russes ; que l'I.C. a pour devoir de transplanter cette politique sur le terrain international, et que l'I.S.R. doit commander à ses syndicats la réalisation de sa politique, ergo de celle de l'I.C., ergo de celle du gouvernement russe.

Que la minorité syndicaliste révolutionnaire, surgie du congrès de Bourges, y pense bien : La C.G.T.U. se rendra responsable — et ses chefs s'en vantent — de la politique nettement capitaliste du gouvernement russe ; n'oublions pas que tout accord avec la bourgeoisie de l'Occident est un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière russe. La minorité considérera-t-elle toujours de son devoir de rester au sein d'une organisation qui se rendra l'alliée et la complice des gouvernements de Mussolini, de Mac Donald et de Poincaré ?

Ne comprendra-t-elle pas qu'elle aussi portera sa part lourde de responsabilité dans la débâcle prochaine de la classe ouvrière et dans le rétablissement du capitalisme par les forces unies des gouvernements de la Russie et des autres pays de l'Europe avec l'appui sans réserves des Internationales de Londres et d'Amsterdam d'un côté, et de l'Internationale Communiste et de l'I.S.R. de l'autre.

Les gouvernements de l'Europe sont à la veille de tendre la main au gouvernement de la Russie. Nous nous en réjouissons. Il est temps d'en finir avec ce mythe d'un gouvernement communiste ayant les intérêts du prolétariat à cœur.

Il est temps que le gouvernement russe prenne la place qui lui échoit de droit au concert des grandes puissances européennes : il est temps que commissaires et ministres des affaires étrangères s'entendent, une fois pour toutes, sur la meilleure façon de vendre en gros et en détail, la classe ouvrière de tous les pays, et surtout il est largement temps que cette classe ouvrière voit de ses propres yeux ce joli concert européen Mussolini-Lénine-Mac Donald-Poincaré se faire des salamalesks amicaux autour de la table ronde...

Mais alors — avec cette belle perspective s'approchant à grands pas — ne serait-il pas grand temps aussi d'exiger de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. une réponse nette et sans ambiguïté à la question :

Vous solidarisez-vous avec la politique étatiste et capitaliste de l'I.C. et du gouvernement russe ?

Si l'I.S.R. répond par un oui, ou refuse de répondre après avoir nettié, la C.G.T.U. se verra obligée de quitter un organisme qui se refuse de se déclarer contre l'oppression du capitalisme et contre l'oppression de la classe ouvrière.

Si la C.G.T.U. répond par un oui, ou si elle s'abstient d'une réponse claire, ce sera le devoir sacré de la minorité de la C.G.T.U. de lever bien haut et sans crainte le drapeau de la révolte contre l'esclavage dans lequel les chefs actuels de la C.G.T.U. pseudo-révolutionnaire veulent jeter le mouvement ouvrier de France.

Les événements de ces derniers jours ont précipité les choses. Les tâches du

Parti communiste français ont joué quitta ou double... et ont perdu. Le syndicalisme révolutionnaire, devant les cadavres de ses enfants tombés dans le traquenard communiste, commence à revivre. A la veille d'une trahison globale de la classe ouvrière mondiale par le gouvernement russe et ses agents à l'étranger, l'I.C. et l'I.S.R., les syndicalistes révolutionnaires de France voudront-ils se rendre co-responsables de cette trahison ou cloueront-ils, une fois pour toutes, au pilori tous ceux qui, jusqu'au crime, appuyent le gouvernement russe... et l'imitent ?

La C.G.T.U. continuant la politique de ses chefs d'aujourd'hui, il faut avoir le courage d'admettre la grande faute commise à Bourges.

Car — rester, dans les conditions actuelles, à la C.G.T.U., c'est, d'un côté, acquiescer à l'assassinat des nôtres, et de l'autre, faire le jeu du gouvernement russe — c'est-à-dire de Mussolini et de Poincaré.

Ce ne serait pas digne de la minorité syndicaliste révolutionnaire ! Elle doit le prouver au grand jour. Elle doit le prouver aujourd'hui !

A. SCHAPIRO.

Propos d'un Paria

Ces journalistes ont vraiment des idées pas ordinaires. L'un d'eux a entrepris d'aller demander à tout un lot de « personnalités », à des artistes, des magistrats, des comédiens de théâtre ou de politique, des industriels, voire des philosophes, comment chacun d'eux concevait le Bonheur, non pas à un point de vue de satisfaction strictement individuelle, mais en se « haussant à une idée générale ». Voilà qui compliquait un peu les choses, et qui enlève aux déclarations des intéressés, toute espèce de sincérité.

Ainsi le procureur général Lescouvé, si on lui avait demandé d'être franc, aurait sans nul doute répondu que son plus grand bonheur était d'obtenir les condamnations que le gouvernement lui donnait l'ordre d'arracher à tout prix. Le plus grand bonheur étant dans le plus grand profit.

Au lieu de cela, le « haut magistrat » déclare sans rire que le Bonheur est à l'intérieur des Lois et c'est par les lois qu'on peut écarter le mal et c'est en écartant le mal qu'on peut se rapprocher du bonheur.

Le mal c'est le vol, le meurtre, les atteintes à la propriété et c'est en réprimant toutes ces choses que l'on peut assurer à la sécurité dans le travail, condition fondamentale du Bonheur. Quand aux idées du procureur sur le progrès, elles valent la peine d'être citées. Selon lui, le Progrès va à l'encontre du bonheur car « le Progrès développe des goûts et des désirs, c'est-à-dire des illusions que la plupart ne peuvent pas réaliser. A être ignorant d'une chose, à ignorer qu'il est possible de l'atteindre et d'en jouir, on ne souffre point de ne la point posséder ».

Soignons donc heureux dans l'ignorance et la médiocrité. Ignorons notre droit à la vie et à tout ce qu'elle comporte de joies, et nous ne serons pas tentés de conquérir de haute lutte toutes ces satisfactions auxquelles par le seul fait même de notre naissance nous avons droit et dont nous sommes frustrés.

La loi protégeant le travail ? Allons donc ! La loi ne protège que ceux qui enlèvent au travail toute sa sécurité, en rançonnant sans pitié les travailleurs, en les faisant tuer à vingt ans et en portant ainsi continuellement atteinte à leur propriété naturelle qui est leur vie et le produit de leur travail. Voilà le vol, le meurtre que des anarchistes ont entrepris, non de réprimer, mais de rendre impossible en supprimant leur cause qui est l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il est bien naturel que le magistrat chargé de la défense des privilégiés bourgeois ait du bonheur une autre conception et qu'il masque sa façon intime de le comprendre par d'hypocrites déclarations visant l'intérêt général. De même que le sénateur, doublé d'un exploitateur de grande envergure, M. G. Menier « seigneur de Noisiel » « un homme qui a derrière lui toute une population à faire vivre », c'est-à-dire des milliers d'ouvriers qui l'enrichissent, et lui offrent le superflu au détriment de leur nécessaire.

Imperturbable, le sénateur chocolatier déclare : « Le Bonheur est dans le Travail. » Il veut sans doute dire dans le Travail des autres.

Mais à côté du Travail, il y a aussi un autre élément de bonheur qui est « de se créer un idéal social et moral et de s'efforcer de s'en rapprocher sans cesse ».

Voilà qui est mieux. L'idéal proposé correspond malheureusement à la mentalité bourgeoise, c'est tout simplement « l'accession à la propriété ». Idéal moral entre tous ! Et qui ne peut se réaliser qu'aux dépens de la souffrance de ses semblables. Le bonheur humain n'est certainement pas là !

Notre enquêteur, que rien n'arrête, a voulu avoir aussi l'opinion de la grande et somptueuse artiste Mme Ida Rubinstein.

« Gâtée de brocart bleu, à larges ramages d'or », elle tint à peu près ce langage : « Le Bonheur est dans le don de soi. » Mme Rubinstein se donne éperdument, « aux poètes », « aux foules », « à tout ce qui souffre et qui a besoin de joie ». Elle poussa même un jour le dévouement envers les malheureux, jusqu'à ramasser les pièces de monnaie qui s'étaient échappées des mains tremblantes d'une mendicante centenaire. Le regard dont la remercia la pauvre vieille est resté « une des richesses de son âme ».

C'est vraiment touchant ! Mais il ressort bien que le Bonheur humain est loin de tout le verbiage littéraire de la richissime artiste, comme des déclarations de l'industriel sénateur et du pourvoyeur de bagues.

« Il n'est pas de bonheur possible en un monde de malheureux » chantait notre vieux Paillette. Est-ce à dire qu'il n'y aura pas de bonheur avant que notre terre soit devenue un paradis ? On risquerait fort, en ce cas, de n'y atteindre jamais. Mais il y a un bonheur que l'on peut d'ores et déjà goûter en ce bas monde. Je vous dirai cela un autre jour !...

Pierre MUALES.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le débat, autour du fromage, se continue à la Chambre des Communes anglaises, et les conservateurs ont répondu hier aux attaques des députés travaillistes. M. Ronald Mac Neil s'est attaqué particulièrement à M. Mac Donald, en lui demandant de quelle façon il pourrait bien équilibrer la situation européenne, et surtout s'accorder avec la politique de M. Poincaré. Ceci nous intéresse peu, ce qui nous touche plus c'est l'attitude des travaillistes à l'égard des ouvriers des chemins de fer qui ont décidé de se mettre en grève dimanche prochain à minuit, si les Compagnies ne répondaient pas favorablement aux revendications des syndicats.

M. Henderson, un des chefs du Labour Party, a conféré hier avec les secrétaires des syndicats et également avec les représentants des Compagnies.

Comme cette grève pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour le nouveau gouvernement, M. Henderson essaie d'intervenir dans le conflit et de reculer le mouvement. Pas moins. Mais les délégués des mécaniciens se sont montrés inébranlables, et si les salaires ne sont pas matenus, les ouvriers sont fermement décidés à user de la seule arme à leur portée : la grève.

En Allemagne, les grèves tirent à leur fin. Les ouvriers ont été obligés de céder devant la force.

A Düsseldorf, les industriels ont fait afficher un avis enjoignant leurs ouvriers d' reprendre le travail, en les menaçant d'un renvoi définitif, s'ils ne s'y conformaient pas.

Certaines usines de Bochum ont ouvert leurs portes, et l'ordre de grève générale n'a pu être appliqué. Les ouvriers chrétiens refusent de quitter les usines et travaillant défendus par la police.

L'agitation se termine donc, par une défaite de la classe ouvrière, et la journée de huit heures est définitivement sacrifiée.

L'échec de nos camarades allemands aura certainement son écho dans le prolétariat français, et plus que jamais, nous devons défendre nos conquêtes et plus particulièrement la journée de huit heures à laquelle s'attaquent les gros industriels internationaux.

La Russie, elle, continue sa politique. La Pologne a envoyé à Moscou son ministre, M. Darowski, qui était précédemment ministre du travail. Nous apprenons également que la conférence des Etats Baltes à laquelle doit participer la Russie et qui devait se tenir fin janvier pour discuter un pacte de non-agression, a été ajournée, et ne se tiendra que le 2 février.

C'est probablement pour couvrir à la paix que toutes ces puissances, Russie comprise, construisent des armes et des munitions, qui serviront demain à abattre le prolétariat en révolte.

ALLEMAGNE

ENTRE OUVRIERS ET PATRONS

Düsseldorf, 17 janvier. — Les négociations engagées à Essen entre l'association des industriels rhénostphaliens et les trois syndicats d'ouvriers métallurgistes pour la révision des salaires ont échoué. Les représentants des ouvriers ont déclaré insuffisant le salaire de 0.47 mark-or l'heure proposé par les industriels et ont demandé l'arbitrage du Commissaire d'Empire.

Le mouvement de protestation contre la journée de 10 heures semble à peu près éteint ; le nombre des ouvriers qui se décident à reprendre le travail aux nouvelles conditions augmente chaque jour malgré les menaces et les excitations à la continuation de la grève des communistes et des sans-travail.

Un accord est intervenu entre patrons et ouvriers dans l'industrie du textile. A Munchen-Gladbach, le travail sera repris immédiatement et des négociations seront entamées pour la fixation de nouveaux salaires. La question de la durée de la journée de travail sera réglée suivant les dispositions de la loi allemande en vigueur. Si les négociations ne pouvaient aboutir à un résultat, les deux parties s'engagent à accepter la décision arbitrale d'un comité composé de trois patrons, trois ouvriers et

trois personnes impartiales, désignés avant l'entrée en négociation. Des troubles ont eu lieu à Rheidt, aux environs de Munchen-Gladbach ; des troupes de police, venues de cette dernière ville, ont rétabli l'ordre. Il y a eu plusieurs blessés dont un policier.

L'AGITATION OUVRIERE

Düsseldorf, 17 janvier. — Dans la Ruhr, on note une tendance marquée vers la reprise du travail dans la métallurgie. L'Union des travailleurs manuels et intellectuels a convoqué les « betriebsräte » des mines à un congrès général à Bochum, en vue de faire proclamer la grève dans les mines. Le congrès des sans-travail pour la Rhéno-Westphalie, qui a eu lieu à Düsseldorf, a décidé d'interdire l'entrée des usines aux ouvriers réfractaires à la grève ; des détachements de police ayant occupé les divers établissements métallurgiques, les sans-travail n'ont pas mis leur menace à exécution, et les ouvriers ont pu se rendre à leur travail sans difficultés.

Les chefs de groupes locaux du syndicat des métallurgistes socialistes se sont réunis en conférence à Essen. Il a été rendu compte des décisions du comité central du syndicat à Stuttgart qui s'est prononcé contre la proclamation de la grève générale, étant donné l'impossibilité de soutenir, financièrement, le mouvement de grève.

LE CHOMAGE DANS L'INDUSTRIE

Berlin, 17 janvier. — Une information officielle signale une certaine amélioration en ce qui concerne le chômage dans l'industrie, notamment à Berlin, Munich et Hambourg. Une partie du personnel congédié a été engagée de nouveau. Le chiffre des sans-travail et des ouvriers ne travaillant que quelques heures par jour a diminué.

COLOMBIE

LES TREMBLEMENTS DE TERRE

Des mouvements sismiques se sont reproduits dans les mêmes régions qui avaient déjà été éprouvées en décembre dernier.

Un message de Bogota annonce que deux violentes secousses, accompagnées d'un formidable grondement souterrain, ont été ressenties hier matin dans le sud de la Colombie, près de la frontière de l'Equateur. Les villes de Gachala, Ipiales, Cumbal, Guachucal, Carlosama, Andana et Tulcan ont particulièrement souffert.

On ignore encore le nombre des victimes. Les habitants, terrifiés, fuient le pays, craignant une nouvelle catastrophe, semblable à celle du mois dernier.

JAPON

NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

Tokio, 16 janvier. — A l'exception de quelques légères oscillations, on n'a signalé aucun fait marquant depuis hier matin 6 heures. Le nombre des morts est maintenant évalué à une trentaine. Toutes les victimes sont japonaises. Les communications sont entièrement rétablies.

NORVÈGE

Christiania, 17 janvier. — La grève des transports vient d'éclater dans la capitale et dans tous les ports norvégiens et le mouvement est général. Espérons que les travailleurs norvégiens auront satisfaction et triompheront de la rapacité de leurs exploiters.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LE PRODUIT DE LA RECOLTE

Buenos-Aires, 16 janvier. — Voici l'estimation officielle de la récolte en Argentine. Au point de vue documentaire, c'est intéressant : Blé, 7.057.000 tonnes ; lin, 1 million 600.000 tonnes ; avoine, 1.190.000 tonnes ; orge, 275.000 tonnes.

L'homme et Chauvin condamnés

Gaston Meunier interrogé

Hier, après-midi, nos deux camarades L'homme et Chauvin comparaissaient devant la 11^e chambre correctionnelle, présidée par l'infatigable M. Laugier, avec qui nous entretenons des relations suivies.

L'homme, signataire d'un article paru dans le *Libertaire* du 27 juillet 1923, réclamait l'amnistie en des termes pourtant bien anodins.

Voici le passage poursuivi à la requête du parquet : « Ils oublient ou feignent d'oublier Cottin, de même que Gaston Rolland, Jeanne Morand, Bouvet et Taulé... Il nous faut reprendre, plus intense que jamais, la campagne en faveur de nos martyrs ; il nous faut rappeler à tous leurs noms et les faire aimer du public... »

Mieux : il faut qu'avant l'hiver prochain aient repris place à nos côtés : Cottin, Gaston Rolland, Jeanne Morand, Bouvet, Taulé et notre vaillante Germaine !

On avouera que le ton de cet article était bien mesuré et qu'il n'y avait pas là de quoi foudroyer un chat. Le Parquet, pourtant, inculpa L'homme de complicité d'apologie de faits qualifiés crimes et notre camarade Chauvin, gérant à cette époque, d'apologie de faits qualifiés crimes.

Le substitut Lémant dit « Chryrare », prononce un réquisitoire banal, comme tous ceux qu'il a l'habitude de prononcer.

Pour la joie des amis qui assistaient à l'audience, il stigmatisa notre propagande, prétendant — comment peut-il le savoir ? — que si nous instaurions enfin le régime de nos rêves, l'homme — pas particulièrement notre camarade — reviendrait à l'état sauvage.

« Nous avons confiance dans le bon sens du peuple français pour éliminer une semblable propagande. »

Il poussa la gentillesse jusqu'à insinuer que les anarchistes étaient des ambitieux. On peut accorder à ce Monsieur Lémant — bien peu... — des circonstances atténuantes ; il n'a jamais mis les pieds dans nos milieux, il est donc bien peu qualifié pour en parler.

Suzanne Lévy, prenant la défense de L'homme, fit judicieusement remarquer que l'article de L'homme se bornait à réclamer l'amnistie, que si l'on condamne cet article, c'est l'amnistie elle-même qui est en cause et que, désormais, on ne pourrait plus prononcer ce mot d'amnistie sans s'attirer les foudres du Pouvoir.

M^e Létrange parla dans le même sens, mais le tribunal de M. Laugier n'ayant pas contracté cette bonne habitude d'accepter la thèse des défenseurs de libertaires, L'homme fut condamné à 4 mois d'emprisonnement, Chauvin à 6 mois de la même peine, laquelle se confondra avec la peine de 13 mois précédemment prononcée contre lui et à cent francs d'amende chacun.

Une fois de plus, la société était sauvée. Quant à M. Lémant, s'il continue, il est certain d'obtenir un avancement aussi rapide que mérité.

A cette même audience, comparaissaient les communistes Doriot et Radi, de l'Avant-Garde, inculpés, l'un et l'autre, de provocation de militaires à la désobéissance. A l'audience, ils se défendirent d'être anarchistes et soutinrent, par l'organe de M^e Fournier, qu'ils ne pouvaient relever des lois de 1894.

Ils demandèrent que le tribunal se déclarât incompétent, mais celui-ci, passant outre et examinant le fond de l'affaire, les condamna : Radi à 4 mois de prison et Doriot à 6 mois, chacun à 100 francs d'amende.

MEUNIER CHEZ M. BARNAUD

Peu de temps après avoir pris la défense de L'homme, Suzanne Lévy montait chez M. Barnaud où Gaston Meunier attendait d'être interrogé sur le fond pour les cinq articles qui ont motivé son inculpation.

Notre camarade revendiqua sa responsabilité et retourna à la Santé qu'il habite depuis vendredi.

Prière aux camarades inscrits sur sa liste de venir le voir.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)
Chèque postal : Soubervielle, 598.55, Paris

Pamphlets (1840-1844)

De Claude TILLIER

Prix, 18 fr. — Franco recommandé, 19.50

A travers le Pays

Maurice du Plessys est mort

Le poète Maurice du Plessys vient de mourir à l'hôpital du Bon-Secours. Depuis longtemps, ce malheureux artiste était malade et la misère dans laquelle l'avait plongé l'indifférence de ses contemporains ne lui avait pas permis de se soigner suffisamment et d'enrayer le mal.

Certes, Maurice du Plessys n'était pas des nôtres, mais il a dû éprouver bien durement l'illogisme de cette société qui laisse ainsi mourir ses plus beaux artistes dans une affreuse misère. Il a dû voir le « bon cœur » et la « solidarité » des gens de droite lorsque, pour la souscription ouverte à son profit, M. Charles Maurras, directeur richissime de l'« Action française », trouva le moyen d'envoyer la mirifique somme de 20 francs.

Auteur de merveilleux poèmes, Maurice du Plessys laisse des *Pastorales*, le *Livre des Odes*, la *Nuit d'Arcadie*, etc...

Nous regrettons en lui un beau poète qui s'en va.

CHARRETIERS ET CHARBONNIERS EN GREVE

Roubaix, 17 janvier. — La grève des charretiers charbonniers dure toujours à Roubaix. Loethois, secrétaire du Syndicat des Ouvriers charbonniers, a informé l'Association des Négociants en charbons que, même si un accord intervenait avec les charretiers, ceux-ci ne reprendraient pas le travail sans que les charbonniers aient obtenu satisfaction, c'est-à-dire 150 francs par semaine.

D'autre part, le Syndicat des Ouvriers charbonniers de Tourcoing a fait parvenir aux négociants en charbons une lettre dans laquelle il réclame une augmentation horaire de un franc, faute de quoi il déclarerait la grève immédiate. Aucune réponse n'a été faite jusqu'à présent à cette demande.

Les patrons tiennent-ils donc tant que cela à aggraver leur cas ?

CONTRE LA VIE CHÈRE

Montpellier, 17 janvier. — A l'issue d'un meeting de protestation contre la cherté de la vie, les assistants ont adopté un ordre du jour demandant au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour faire disparaître le mercantilisme, cause principale de la vie chère.

Des mesures contre les mercantis ? Alors donc, le gouvernement s'en f... !

LES SUITES D'UN ORAGE

Marseille, 17 janvier. — Un très violent orage s'est abattu la nuit dernière sur divers points du Var. A Saint-Tropez, la route nationale n° 96 est interrompue entre Lafoux et Saint-Pons-les-Mûres. La voie ferrée du Sud-France a été emportée par l'inondation sur une longueur de 100 mètres. A Ollioules, l'orage a causé de graves dégâts, aux quartiers du Lancon et de la Tourelle. La ligne électrique a été endommagée ; la grêle est tombée en telle abondance qu'à certains endroits il y avait 20 centimètres d'épaisseur. Au Beausset, l'orage a sévi avec une violence inouïe : la foudre est tombée sur le poste d'énergie électrique ; l'éclairage a été partout supprimé. Les dégâts causés par la pluie et la grêle sont importants.

UN SUICIDE

Boulogne-sur-Mer, 17 janvier. — L'ouvrier maçon, nommé Massé, trouvé mort sur la voie ferrée à Dannes, lundi dernier, s'est volontairement suicidé en se faisant écraser par un train, après avoir détourné et dissipé la paye de ses camarades de chantier qu'il avait été chargé de leur remettre.

UN ACCIDENT

Un nommé Guillaume Dumanoir, 62 ans, domicilié à Plaisir, qui conduisait une voiture lourdement chargée, a été renversé par son véhicule et est mort des suites de ses blessures.

VICTIMES DE LA TEMPÊTE

Les Sables-d'Olonnes, 17 janvier. — On a retrouvé sur la plage le corps du patron Davigo, armateur du dundee *L'Elite-des-Sables*, qui a fait naufrage au cours des dernières tempêtes. Le patron Davigo était âgé de 39 ans et père de deux enfants.

UNE AVALANCHE DETRUIT UN CHALET

Annecy, 17 janvier. — A Grand-Normand, dans la haute vallée du Chenail, une avalanche a détruit un chalet appartenant à M. Angeloz Nicoud. Il n'y a que des dégâts matériels qui s'élèvent à 35.000 francs.

POUR SE CONSERVER

Clermont-Ferrand, 17 janvier. — A Viverols est décédé M. Hector Granet, arcanologue, qui depuis cinquante ans conservait dans l'alcool le corps de son père. M. Hector Granet avait depuis longtemps préparé pour lui-même la cuve d'alcool dans laquelle il désirait être lui aussi conservé.

LES MAUVAIS PARENTS

Alençon, 17 janvier. — Une enquête est ouverte contre les époux Reuillard, journaliers à Neaup, pour mauvais traitements à l'égard de leur fille Simone, âgée de huit ans, dont l'état a nécessité le transport à l'hôpital d'Alençon.

LES RAVAGES DU RAZ-DE-MAREE

Brest, 17 janvier. — Le raz-de-marée qui a balayé dernièrement les côtes de Bretagne, a causé d'importantes destructions de Sein, tous les champs ont été inondés sur plusieurs hectares et la mer a enlevé tous les peupliers qui les séparaient. La digue qui protège l'île s'est effondrée.

A Ouessant, le quai et le mole du Shiff ont été défoncés. Pendant la tempête, la force des lames a été telle qu'elles ont brisé la porte d'entrée du phare de la Jument près d'Ouessant et fait voler en éclats les épaisses glaces du phare du Four, à près de 30 mètres au-dessus des flots.

UNE GREVE

Lille, 17 janvier. — Une grève vient d'être décidée par les ouvriers d'une usine de langes et lamières de Saint-Amand. Le mouvement sera effectué demain matin. Les ouvriers réclament un relèvement de salaires et une entrevue demandée aux patrons ne leur a pas été accordée.

Les patrons n'ont que ce qu'ils méritent.

LA REPRESSION

CONTRE L'AVORTEMENT

Longwy, 17 janvier. — Une affaire d'avortement a été découverte par la police mobile de Nancy et les gendarmes, dans la région de Villers. Une sage-femme d'Audunetich et neuf femmes demeurant à Villers et Audunetich ont été arrêtées et écrouées à la prison de Briey.

ENCORE UN DRAME DE LA JALOUSIE

Saint-Etienne, 17 janvier. — Ce soir, vers quatre heures, un drame de la jalousie s'est déroulé dans un hôtel de la ville. La femme Angèle Dehan, âgée de 42 ans, en instance de divorce avec son mari, Emile Theret, ouvrier à Mericourt-sous-Sens, s'est venue y rejoindre un nommé Vernay. Un autre ami de la femme Dehan, apprenant sa fuite, se lança à sa poursuite, la rejoignit à l'hôtel et, au cours d'une violente discussion, lui brança la gorge d'un coup de couteau. Delsart a été arrêté. La femme Dehan a été transportée mourante à l'hôpital.

Quelle épidémie depuis quelque temps de drames de ce genre.

L'affaire Philippe Daudet

M. Barnaud avait convoqué hier après-midi, dans son cabinet Le Flaoutier ainsi qu'un commerçant de la rue Amiot. Ces messieurs ont sans doute été interrogés sur les points soulevés avant-hier par M. Léon Daudet.

En vente à la LIBRAIRIE SOCIALE
9, rue Louis-Blanc, PARIS-10^e
Chèque postal : Soubervielle 598-55 Paris

Réimpression

Jean Grave

L'ANARCHIE

son but -- ses moyens

Prix : 6 fr. 75 ; Franco-recom. : 7 fr. 30

(32) Feuilleton du *Libertaire* 18-1-24

Le Drapeau Noir

par

Tony RÉVILLON

XVIII

LA GREVE

Le Piémontais, le Viennois et deux autres sortirent du cabaret. Ils descendirent l'escalier des cours, remonterent l'escalier du corps de logis où demeurerait le paysan devenu canut.

La femme vint leur ouvrir. Sylvain était, en effet, assis devant son métier. La marche battait le plancher et la navette sifflait dans la médée sur la glorieuse.

— Camarade, dit le Viennois, tu sais ce qui se passe ? La grève a été décidée. Sylvain leva sa tête de bouc étouffé.

— Oui, continua l'autre, et tout le monde doit se soumettre au vote. Nous venons l'en avertir.

Sylvain ne répondit pas.

— Le seul moyen d'obtenir ce que nous voulons, c'est de rester unis. Si nous le faisons, si pas un de nous ne travaille, les fabricants finiront par céder. Il y va de notre intérêt à tous, de notre avenir.

Sylvain répondit :

— Ça ne me regarde pas.

Le Piémontais s'avança à son tour.

— Alors tu es un traître.

Silence du canut.

— Eh bien ! moi je te dis que tu ne travailleras pas.

— Et si l'un plaie de travailler ?

— Nous l'empêcherons.

— Je serais curieux de voir ça !

Le Piémontais tira de sa poche un couteau. La femme se jeta sur lui.

— Que voulez-vous faire de ce couteau ?

— Couper sa pièce, s'il ne cède pas.

— Coupez ma pièce !

Sylvain se leva furieux.

En ce moment, une plainte douce partit d'une alcôve au fond de l'atelier.

— L'enfant ! disait à la fois le mari et la femme.

Ils coururent à l'alcôve sans s'occuper des compagnons.

L'enfant, la seule pensée, la seule ambition, le seul amour des Sylvain, n'avait plus que quelques semaines à vivre.

Le pauvre être avait apporté en naissant un tempérament lymphatique, les germes de la scrofule, héritage amassé par ses parents dans le travail des ateliers et les habitudes sordides de la vie. Il avait été envoyé en nourrice parce que la mère n'avait pas le temps de lui donner le sein.

La nourrice, éloignée, à l'abri d'une surveillance régulière, réservait son lait pour un autre nourrisson plus riche, et elle élevait au biberon le fils des canuts. Bientôt même le biberon avait été remplacé par une soupe grossière, et si l'enfant n'était pas mort de ce régime, c'était été une chance et rien de plus. Il était revenu chez ses parents blême et bouffi, le ventre gros, les chairs flasques, avec une cicatrice plissée — un coup de dent de la scrofule — sur le cou. Depuis il n'avait cessé d'être malade. Le premier médecin appelé avait prescrit des fortifiants, du vin généreux, de la viande, du bon air, l'exercice, un

logement salubre ; et le second médecin un logement salubre, l'exercice, le bon air, de la viande, du vin généreux et des fortifiants. Mais les fortifiants n'empêchaient pas l'enfant de s'affaiblir. La viande ne lui donnait pas d'appétit. Les diarrhées et les fièvres avaient raison de tout.

Sylvain, sans marchander, sans compter, largement, comme un riche, payait les médecins, payait les remèdes. Lui qui buvait de l'eau trouvait tout naturel d'acheter du bordeaux à deux francs le bouteille pour son enfant. Sa femme s'informait chez le boucher de la qualité du bœuf et de celle du mouton. Ils ne regardaient à rien, puisaient à pleines mains dans leurs économies, ne s'inquiétaient pas plus de l'avenir que si le monde eût dû finir demain. Ils ne sentaient même pas la pauvreté venir, tant la préoccupation de leur fils les absorbait tout entiers. A Noël, ils n'avaient pu payer leur terme, et l'homme d'affaires chargé de régir la maison, en leur accordant un délai d'un mois, les avait menacés d'une saisie sans même qu'ils y pressent garde, car, ce jour-là, le petit paraissait mangé avec plaisir. Le délai donné par le régisseur était expiré, et ils ne s'en occupaient pas encore, travaillant sans relâche, mais dépensant tout à mesure pour combattre la maladie, avec des alternatives de crainte, d'abattement et d'espoir qui leur enlevaient à la fois la faculté de raisonner et le souvenir.

Et voilà comment tout cela était payé. Depuis quelques jours le ventre de l'enfant se ballonnait davantage, devenait plus dur, et son volume effrayait d'autant plus que les membres étaient plus grêles. Les yeux brillaient, une fièvre ardente produisait une soif vive, l'enfant refusait obstinément de manger et demandait sans cesse à boire.

La diarrhée ajoutait à sa faiblesse. A peine

s'il pouvait encore pousser d'instant en instant cette plainte douce qui faisait au père et à la mère l'effet d'un appel et qu'ils entendaient seuls au milieu des bruits de la ville et des rumeurs de la maison.

— Veux-tu boire ? dit le père.

Une nouvelle plainte.

— Bois ! dit la mère.

Elle lui souleva la tête avec précaution, approcha le verre des lèvres. L'homme la regardait faire avec un attendrissement profond.

— Il a bu ! dit-il d'un ton de triomphe, en se retournant comme s'il s'adressait à des amis.

Mais aussitôt il reprit son air dur et son mauvais regard.

— C'est toi qui veux couper ma pièce ! dit-il au Piémontais. Eh bien ! essuie !

Le Piémontais fit un pas. Les autres voulurent intervenir.

— Non, laissez-le, dit Sylvain. Qu'il vienne.

Et saisissant une barre de bois, il la brandit, le buste renversé, couvrant son métier de son corps. Avant qu'il eût eu le temps de frapper, les ouvriers s'étaient jetés sur lui. Trois d'entre eux le retinrent, pendant que le quatrième enlevait la pièce du métier. Sylvain se débattait en criant.

La porte s'ouvrit. Un visage connu se montra. C'était celui de M. Pingret, huissier de la cité. Grand, gros, le cou court, les joues rouges, soufflant comme un phoque lorsqu'il montait un escalier, M. Pingret tenait tant de place qu'à peine si l'on pouvait apercevoir derrière lui les ombres de ses praticiens, vêtus de couleurs de deuil sur lesquelles tranchaient les nuances plus claires de leurs cravates de cotonnades à carreaux.

A la vue de ce personnage, les compagnons lâchèrent Sylvain. Tout le monde

demeura dans l'attente.

— Je n'en aurai pas pour longtemps, dit M. Pingret. Dix minutes, et je vous laisse à la petite discussion en famille que j'ai interrompue.

Il soufla, et s'adressant à ses praticiens.

— Entrez, vous autres.

— Que venez-vous faire chez moi, dit Sylvain.

M. Pingret le regarda avec admiration et répondit simplement :

— Je viens saisir vos métiers en garantie de votre loyer que vous n'avez pas payé. Un des ouvriers se tourna vers l'huissier.

— Le propriétaire n'a pas le droit de faire vendre nos métiers !

— Pardon mon ami, dit M. Pingret. Quand il y en a deux, il a le droit de vendre l'un et de saisir l'autre. C'est ce que nous appelons une saisie-gagerie. Mais vous pourriez plaider, ajouta-t-il en se tournant vers Sylvain.

— Plaider ! Tu entends ? dit le Viennois. On te saisit tes métiers qui sont à toi, et on te dit de plaider pour les ravoir ! Seras-tu des nôtres, maintenant ?

Sylvain, abruti, les regardait les uns après les autres. Il cherchait sa femme.

Qu'est-ce que tout cela voudrait dire ?

L'enfant fit entendre sa plainte. Il courut au lit.

Les compagnons se retirèrent et M. Pingret, prenant possession de la place, instrumenta.

A la même heure, un bruit d'armes retentissait sous la voûte du corps de logis opposé, et un autre homme noir frappait à la porte de Poirier. Cet homme, en entrant, montra un bout d'écharpe tricolore et dit au chef d'atelier :

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Pour les obsèques de Poncet

L'Appel des Organisations

Plombiers-Couvreurs. — Rendez-vous cet après-midi, à 14 heures, face le 84, du quai de la Rapée, pour participer au convoi du regretté camarade Poncet, dit Gâteaux Jules.

A 17 h. 30, réunion corporative salle Varin, Bourse du Travail.

Section technique des Menuisiers. — Le Conseil de la Section, réuni le mardi 15 janvier, douloureusement ému par les incidents tragiques qui se sont déroulés au cours du meeting organisé le 11 janvier par le parti communiste, après avoir envisagé la situation, réprobatrice des gestes sanguinaires et demande à tous ses adhérents de se désolidariser d'avec les responsables d'un tel forfait, ceux-ci s'étant mis hors la classe ouvrière.

Le Conseil adresse un pressant appel à tous les menuisiers pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques du camarade Poncet, victime du fascisme rouge.

Rendez-vous place Mazas, à 14 h. 30.

Scieurs de pierre tendre. — Le Syndicat invite tous ses adhérents à assister aux obsèques du camarade Poncet, dit Gâteaux Jules.

Syndicat des Terrassiers. — Le Conseil d'administration du Syndicat demande à ses adhérents de désigner un copain sur dix pour se rendre aux obsèques du camarade Poncet, dit Gâteaux Jules.

Syndicat des Ouvriers tonneliers, etc. — Le Syndicat des Ouvriers tonneliers confédérés de la Seine invite, en signe de protestation, ses membres à assister aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges bolchevistes.

Minorité de la Voiture-Marchandise. — Les camarades minoritaires de la Voiture-Marchandise sont priés d'assister aux obsèques de nos camarades.

Il y aura à cœur, par leur présence, d'affirmer leur solidarité entière avec les victimes des fascistes rouges, frères des assassins du Havre.

Le soir, à 20 h. 30, réunion de la Minorité, 172, rue Legendre, Paris (17).

Syndicat des Charcutiers-Salonniers de la Seine. — Tous les camarades disponibles sont priés d'assister à l'inhumation du camarade Poncet, victime des lites fratricides prolétaires.

SYNDICAT AUTONOME DES EMPLOYES ET OUVRIERS DES COMMUNES DE LA SEINE (Section de Pavillon-sous-Bois)

La Section réunie le 15 janvier, adresse son salut aux malheureuses victimes de l'échafaud de la Maison des Syndicats.

Proteste à nouveau contre l'intrusion manifeste du Parti Communiste dans la vie des syndicats, contre les méthodes de calomnie et de division pratiquées par ce Parti, la tuerie du 11 en étant le résultat.

Décide d'envoyer un délégué aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges.

Participe, pour une somme de 25 francs, à titre de prêt, versement, à la souscription nationale ouverte pour venir en aide aux familles des tués et des blessés.

COMITE FEDERAL REVOLUTIONNAIRE DE L'ALIMENTATION

Tous les camarades boulangers, charcutiers, bouchers et pâtisseries, appartenant à la minorité de l'Alimentation, seront présents aux obsèques de notre camarade Poncet.

Par leur nombre, ils signifieront à tous les politiciens le mépris qu'on leur a fait, et tous les travailleurs véritablement syndicalistes de l'Alimentation.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

La C. E. de l'Union P. O., réunie le 15 janvier 1924, regrette et déplore les faits qui se sont produits le vendredi 11 janvier dans la Maison des Syndicats, lors d'un meeting organisé contre l'occupation de la Ruhr.

Elle adresse aux familles des victimes ses condoléances émuës et les assure de toute sa sympathie.

Vers l'autonomie

Réunis en assemblée le 15 courant, les artistes peintres décorateurs de théâtres s'inclinent devant les camarades assassinés rue Grange-aux-Belles.

Le Syndicat rappelle qu'à son assemblée générale de novembre il s'est prononcé pour l'autonomie, ne pouvant plus vivre dans l'atmosphère politicienne.

Le Syndicat attend la formation d'organismes centraux conformes à son idéal écrit tout au long de la Charte d'Amiens.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

La Librairie Sociale 9, rue Louis-Blanc, Paris-10^e, peut fournir les ouvrages de philosophie, sociologie, sciences, littérature, éducation, hygiène, ainsi que toutes les œuvres anciennes, classiques et modernes (romans, poésie, théâtre), etc.

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Nous pouvons assurer livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

A L'ORPHELINAT D'EPONE

Un indésirable

Le monde bourgeois regorge de parasites. Mais ce qui est inquiétant, c'est que nos organisations ouvrières se peuplent de ce vilain monde; j'ai eu dernièrement le loisir d'en faire la triste constatation.

Délégué par sept organisations ouvrières du Havre pour assister à une réunion extraordinaire de l'Orphelinat ouvrier, où devaient être discutées les modifications aux statuts, et l'exclusion de Madeleine Vernet et d'une partie du personnel de l'Orphelinat. Je puis sincèrement déclarer que la dernière partie du programme donna suite à des révélations qui me furent pénibles à entendre, surtout celles qui sortirent de la bouche du directeur Gâteau, l'indésirable du syndicalisme. Je n'entrerai pas dans le détail de ses déclarations, je me contenterai d'attirer l'attention des masses laborieuses, et plus particulièrement de celles du Havre, sur l'homme à qui incombe l'éducation de nos orphelins.

D'où nous vient ce Gâteau, cet excellent Saint-Honoré communiste? Nous l'ignorons. Tout ce que nous pouvons dire sur sa personne ne peut lui être avantageux. Il nous apparut au Havre sous un jour socialiste, menant assez grand bruit dans la section havraise, ayant sans doute gardé l'habitude du commandement militaire, car pour un militant inscrit au carnet B — comme adjoint, s'il vous plaît — il prit du galon. La paresse excuse bien des choses, n'est-ce pas?

C'est sous le titre de cheminot qu'il fait son apparition au syndicalisme; révoqué en 1920, par suite de son arrestation pour un article politique paru dans le *Proletaire* sous le nom de *Pierre Rive*. Ce demi-fou se croit, depuis ce léger détail, traqué par la police, se trouve soi-disant dans l'impossibilité de trouver du travail, comme si vraiment les forces patronales se souciaient de politrons de cette espèce.

Quelle erreur! Tous les Havrais qui ont approché Gâteau savent très bien que ce pale militant était sans travail... c'est qu'il est certain métier où il faut produire un effort physique, et que Gâteau avait une vague ressemblance avec les Rois Fainéants.

Il travaille sur le port très peu, et après avoir été l'obligé d'un camarade pendant six mois, il entra dans la métallurgie comme manœuvre, et devint pointeur. Je n'insiste pas sur ces dernières fonctions!

La grève surgit. Gâteau a là une belle occasion pour se signaler. Il le fait aussi. N'ayant d'abord pas payé ses cotisations syndicales au Syndicat du Port, et cela depuis de nombreux mois, et n'ayant pas appartenu au Syndicat de la Métallurgie, il continue la série de ses exploits en faisant trois semaines le renégat. Vers la fin du mouvement, il se glisse dans une sous-section, se déguise en distributeur de vivres, où il fut surtout un nourrisson traître à la classe ouvrière.

Ces déclarations, je les ai faites à l'assemblée du 16 décembre, à Paris, et si je m'étais trouvé en présence d'une assemblée avide de vérité, et non soucieuse de faire triompher une étiquette, elle aurait au moins appuyé ma demande d'enquête sur le passé du directeur Gâteau, au sein des organisations havraises.

La, on aurait pu vraiment voir la triste vérité, car il aurait fallu que l'accusé nous fit la preuve de ses négations, et nous aurions vu à ce moment si le témoin était sorti de la masse des travailleurs, ou du milieu de gens équivoques.

La besogne aurait été saine, et au profit du syndicalisme et des groupements dont ces parasites font partie.

J'ose espérer que le Conseil d'administration de l'Orphelinat aura à cœur de décharger sa responsabilité et donnera suite à la décision de l'assemblée qui stipule de faire la lumière sur cette affaire.

Cet article a été approuvé, à l'unanimité, par le Comité de l'Union des Syndicats du Havre, réuni le 8 janvier.

Les grèves

Camionneurs de Dunkerque. — La grève des camionneurs est complète depuis mercredi matin. Ils réclament 150 fr. par semaine et les patrons n'offrent que 140.

La colonisation du syndicalisme

Le crime politique qui vient de s'accomplir sur des camarades syndicalistes est bien le fait d'une partie de l'œuvre entreprise par le Parti. C'est l'assaut des syndicats par la pénétration d'abord. La besogne de subordination jusqu'à mainmise complète se continue ensuite pour les besoins du parti et de la politique de Moscou à l'aide du fonctionnement des Commissions politico-syndicales.

Le crime! Il est abominablement réussi qu'il se prouve par lui-même! Les criminels et les assassins se confondent et sont les mêmes devant le crime!

La préméditation se trouve établie dans la tactique de politique syndicale du parti, entreprise par les chefs pour poursuivre la conquête de la maîtrise complète des syndicats pour les besoins politiques du parti de Moscou et l'ambition de leurs chefs.

Dans ce jeu tactique, la responsabilité de nos chefs syndicaux est égale. Ils se sont rendus complices, d'accord en cela avec le parti pour profiter de la situation majoritaire issue du dernier Congrès et porter ainsi un coup décisif à la minorité actuelle.

C'est là aussi une provocation de la part des chefs diviseurs et grands coquins ambuleux qui savent fort bien ce qui unit et utilise ce qui nous divise pour la besogne de destruction syndicale poursuivie par la politique syndicale du parti.

On se demande maintenant si l'assassinat des syndicalistes ne va pas devenir un nouveau « cheval de bataille » pour employer l'expression de nos grands bonimenteurs, surtout quand certains membres du parti, en raison sans doute de leur « fidélité », et par mesure de protection pour ce dernier, acceptent facilement le troc de l'outil, l'instrument du pain quotidien contre des pistolets, instruments de meurtre.

Et c'est à l'abri de ce que vous appelez le libre jeu des tendances que vous venez dans une maison syndicale avec des membres de votre parti politique, des patrons, des commerçants, des officiers, des avocats, des politiciens, des chevaliers d'affaires, c'est avec ces non syndiqués et ces non syndicalistes que vous venez faire la loi chez les syndiqués, en abaissant les récalcitrants!

Cela, nous ne vous le pardonnons jamais!

Un employé.

UN ORDRE DU JOUR de l'Union régionale des Syndicats de l'Aube et de l'Yonne

La C. E. de l'Union Régionale des Syndicats Confédérés Aube et Yonne, réunie à la Bourse du Travail de Troyes, le 16 janvier 1924 :

Se rend compte que toute la classe ouvrière se trouve directement atteinte par la tragédie sanglante de la rue de la Grange-aux-Belles;

Elle constate que les politiciens communistes ne reculent devant rien, pas même devant le sang des travailleurs pour imposer leur dictature qui est, de tout point, semblable à celle du fascisme italien;

Elle constate que si les campagnes de haine et de calomnie des camelots du roi ont armé le bras d'un Villain, les mêmes campagnes répandues par les politiciens communistes aboutissent au même résultat, faisant, de ce fait, courir les plus grands dangers au prolétariat de tous les pays;

La C. E. de l'Union Régionale des Syndicats Aube et Yonne déclare ne pas confondre les travailleurs dits « unitaires » avec les chefs communistes qui, par ordre, mettent ces travailleurs dans l'erreur par la « tromperie », le « mensonge » et la « calomnie »;

Adresse aux victimes et à leur famille les condoléances fraternelles des travailleurs confédérés Aube et Yonne;

Emet le vœu le plus sincère pour que la classe ouvrière se rende enfin compte du terrain où la politique bolcheviste entend la placer par ordre de Moscou. Terrain de démagogie et de chantage politique, qui mettent les travailleurs dans l'impuissance et l'impossibilité de défendre efficacement leurs droits; mais terrain qui sert merveilleusement les appétits des politiciens et des mercantis de la politique moscovite, et la politique de réaction.

Communiqués Syndicaux

Terrassiers. — Ce soir, de 17 h. 30 à 18 h. 30, les camarades partisans de la Minorité confédérale pourront venir retirer leur carte à la Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 26.

Maçonnerie-Pierre. — Conseil à 17 h. 30, bureau 13.

Section locale des 3^e et 4^e arrondissements : Réunion extraordinaire à 20 h. 30, 6, rue des Nonnains-d'Hyères.

Secrétaires des sections techniques, vous êtes priés de remettre au bureau la liste des camarades constituant la représentation élargie de vos corporations au Conseil extraordinaire qui aura lieu dimanche 20 toute la journée, salle Varin, Bourse du Travail.

Charpentiers en fer. — Notre vieux camarade Oliveux Joseph, dit Papa, est décédé des suites d'un accident de travail qui lui est survenu à Reims. La Section des Charpentiers en fer, prenant sa part de la douleur qui frappe la famille de ce copain, la prie d'agréer l'expression sincère de sa sympathie.

Les parents ou les amis qui désiraient des renseignements devront écrire à Mourette Georges, cantine Aubard, boulevard Henri-Vernier, à Reims (Marne).

Peintres décorateurs. — Vendredi 18 janvier, à 20 heures 30, réunion de la Section, à la Bourse du Travail, bureau 4, au 4^e étage.

Industrie hôtelière. — Réunion de la Section des dames, à 21 heures, salle Henry-Perrault, Bourse du Travail.

Employés de Banque et de Bourse. — Grande réunion aujourd'hui à 18 h. 15, à la salle Jean-Jaures, Bourse du Travail.

Ordre du jour : Nos desiderata ; notre cahier de revendications ; constitution d'une députation.

Minorité de l'Habillage. — Ce soir, vendredi 18 janvier, à 8 h. 30, réunion des camarades adhérents et sympathisants, salle du café, 111, rue Oberkampf (métro : Mémorial ou P. M.). Compte rendu du Congrès ; décisions importantes à prendre.

Personnel civil de la Guerre (Vincennes, musée, génie). — Assemblée générale demain, à 15 heures, Bourse du Travail.

Groupe syndicaliste révolutionnaire des Ouvriers boulangers de la Seine. — Réunion de la Commission exécutive, lundi 21 janvier, à 17 heures précises, 8, avenue Mathurin-Moreau. Ordre du jour : La Propagande ; la Situation.

Présence indispensable de tous les camarades.

Syndicat confédéré de la Sellerie. — La Commission des salaires des Syndicats Général et Confédéré de la Sellerie, fait appel à tous les travailleurs de la Section de l'équipement pour assister à la réunion générale qui aura lieu samedi 19 janvier, à 15 heures, salle Jean-Jaures, Bourse du Travail, afin d'examiner la tactique à employer pour vaincre la résistance patronale en face de nos revendications.

Jeunesse Syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux. — La Jeunesse Syndicaliste se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, en son local, 26, rue André-Chénier.

Tous les jeunes désireux de s'instruire sont cordialement invités.

Ce soir, causerie par un camarade.

La Vie de l'Union Anarchiste

Piars et Banlieue

AUX CAMARADES DES JEUNESSES ANARCHISTES

Nous avisons les camarades que notre bibliothèque n'est pas encore définitivement constituée. Dès qu'elle le sera, nous en ferons part dans le « Libéraire ».

Ecole du Propagandisme anarchiste. — En raison de la fermeture de la Maison Commune, le cours d'histoire pas lieu ce soir, vendredi.

Vendredi 25, rouverture définitive, au café Hurlé, 51, rue du Château-d'Eau (métro : Château-d'Eau), à 21 heures; très précises, cours de français par le professeur Mazurier.

P.S. — Un camarade de bonne volonté pourrait transporter notre tableau noir, de la Maison Commune à la nouvelle adresse.

Groupe du 19^e (Pantin-Aubervilliers). — Les camarades libertaires et sympathisants sont invités à la réunion du groupe qui aura lieu le samedi 19 janvier, à 20 h. 45, Salle de la Coopé, 122, rue de Flandre. Le camarade Tessier fera une causerie sur « Christianisme et Anarchie ». Compte rendu financier. Rapport sur le « Libéraire » quotidien.

Que tous les copains viennent nombreux, car il y a des questions sérieuses à discuter.

Groupe d'Arcueil. — La réunion annoncée pour le samedi 19 janvier, Salle du C. J. d'Arcueil, est remise au mardi 22 janvier, dans la même salle.

Fédération Anarchiste (Groupe de Puteaux). — Réunion du Groupe samedi 19 janvier, à 20 h. 30, au restaurant « Chez nous », 83, boulevard Richard-Wallace. Questions diverses à l'ordre du jour.

Présence indispensable de tous les camarades.

Groupe libertaire de Boulogne-Billancourt. — Réunion du Groupe tous les vendredis, à 20 h. 30, salle du Comité intersyndical, cour de la Justice de paix, 85, boulevard Jean-Jaures.

Ce soir, discussion entre nous sur les événements de la Grange-aux-Belles.

Le Groupe fait un appel à tous les copains et sympathisants de Boulogne-Billancourt pour qu'ils assistent aux obsèques de notre camarade Doucet. Réunion 90, quai de la Rapée.

Cauchois est prié de donner son adresse à Chéron, au Journal, pour l'Ecole du Propagandisme.

Groupe libertaire d'Argenteuil. — Dimanche 20, à 8 h. 30 du matin, à la Maison du Peuple, salle des Commissions, rue de Sartrouville, réunion. Venez nombreux, camarades, car il faut nous connaître et nous devons nous sentir les coudes.

Compañeros Espanoles. — Los companeros españoles que desean aprender el francés pueden dar su nombre y dirección a la « Librairie sociale » para facilitarnos la formación de cursos destinados los extranjeros ilehados.

Province

FEDERATION ANARCHISTE DU CENTRE

Les anarchistes de Limoges et de la Fédération anarchiste du Centre, émus et indignés des lâches assassinats dont nos camarades syndicalistes et anarchistes ont été victimes de la part des politiciens dits « communistes », à la salle de la rue Grange-aux-Belles, protestent contre l'organisation fasciste rouge qui a abouti aux crimes que l'on sait, et qui n'est tout simplement qu'une méthode en vigueur chez les bolchevistes. Se déclarent solidaires des camarades parisiens. Ils envoient leur salut aux familles des morts et aux blessés.

Les groupes de Limoges, Saint-Junien, Tours, Montluçon, Clermont-Ferrand ont déjà adhéré à la Fédération anarchiste du Centre.

Nous faisons un pressant appel aux autres groupes de la région ainsi qu'aux individus isolés, afin qu'ils adhèrent à leur tour, plus particulièrement les groupes de Vierzou, Boisy, Bourges, Thiers, Brive. Ou il n'y a pas de groupes, les copains sont invités à adhérer individuellement, notamment ceux des départements de la Haute-Vienne, de la Vienne, de la Corrèze, de l'Allier, du Puy-de-Dôme, du Cher, de la Charente, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, de la Dordogne, etc.

Nous proposons une réunion-conférence dont le lieu est à déterminer pour une des villes du Centre à laquelle les groupes se désigneront, et les copains qui le voudront bien y assister. Cette réunion nous propose de désigner le siège de la Fédération, le bureau, le comité d'initiative ; de traiter les questions administratives telles que : propagande, ressources, subventions à l'U.A.

Nous rappelons aux copains que la foire électorale promet une intensité extraordinaire ; nous nous efforçons de rendre notre propagande antifeudale vigoureuse dans la région, au moment des élections.

Adressez communications et suggestions à : Belperron, 5, rue de Belfort, Limoges, ou à Paul Miller, rue de la Solidarité prolongée, Montluçon.

Alons, camarades anarchistes, qui êtes si enthousiastes à la réunion Colomer ! Ou les-dites-vous ? Etes-vous atteints d'encéphalite léthargique ? Le moment est venu pourtant de vous réveiller, et sérieusement. Allez-vous laisser, par votre j'm'entousisme, les larbins de Sa Majesté Lénine assassiner nos militants ? S'emparer de toutes les organisations ouvrières pour en faire un pédestal à leurs ambitions effrénées ? Allez-vous continuer à vous chauffer les pieds en fumant tranquillement votre pipe ?

Il ne suffit pas de se proclamer anarcho dans une grande réunion, et le lendemain de laisser tomber les copains par votre inertie inexplicable ! Nous espérons que cet état de choses va finir, que vous allez vous réveiller un peu pour toutes. Pas de propagande révolutionnaire ! Ce sont des actes qu'il nous faut ! Voilà la foire électorale qui approche : songez un peu à notre immense tâche ! Rejoignons tous le Groupe anarchiste pour lutter contre tous les gredins qui nous exploitent !

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avanches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

AUX CAMARADES D'AVRANCHES

Les camarades anarchistes et syndicalistes sont invités à donner leur avis sur l'utilité d'un groupe libertaire à Avranches. La ville étant essentiellement catholique et réactionnaire, répondez nombreux à cet appel, car la tâche sera rude.

Ecrire au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.

ECRIRE au camarade Jo Jode, 15, rue des Fontaines-Couvertes, Avranches ! Il sera répondu par lettres personnelles. Les suggestions sur le lieu de réunion du Groupe futur sont demandées.